

Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche
1 bis rue de la Libération
BP 70272
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 07/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

COMPAGNIE DES FROMAGES & RICHESMONTS SCA

Z.I. Le Domaine
50220 Ducey-Les Chéris

Références : APi/50-2023-237
Code AIOT : 0005301493

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2023 dans l'établissement COMPAGNIE DES FROMAGES & RICHESMONTS SCA implanté Z.I. Le Domaine 50220 Ducey-Les Chéris. L'inspection a été annoncée le 23/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPAGNIE DES FROMAGES & RICHESMONTS SCA
- Z.I. Le Domaine 50220 Ducey-Les Chéris
- Code AIOT : 0005301493
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La laiterie de Ducey est spécialisée dans la production de fromages à pâte molle. Le site emploie environ 180 personnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale 2023 sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/11/2004, article 19.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 26/11/2004, article 13	/	Sans objet
2	Plan de continuité d'activité	Lettre du 09/01/2023, article -	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site doit poursuivre ses actions dans le domaine des économies d'eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2004, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation de la consommation en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.</p> <p>La réfrigération en circuit ouvert est notamment interdite.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateur des consommations. Ces dispositifs font l'objet de relevés au moins hebdomadaires dont les résultats sont consignés sur un registre.</p>

Constats :

Le site de Ducey consomme en moyenne 260 000m³/an, soit environ 5000m³ d'eau/semaine. Cette eau est prélevée sur le réseau AEP. L'eau est en grande majorité utilisée pour les lavages de machines pour des questions sanitaires.

Depuis plusieurs années, le site est engagé dans des actions de réduction pérenne de sa consommation en eau :

- remplacement des TAR par des condenseurs adiabatiques, gain estimé de 23000m³/an ;
- remplacement de 2 machines à laver (moules et réhausse), gain estimé de 15000m³/an ;
- réutilisation des eaux de vaches sur le site à hauteur de 50% : lavage extérieur des citernes, lubrification de certaines pompes, ...;
- mise en place de compteurs d'eau dans l'usine ;

Les différents changements de machines représentent un investissement important pour le site, de plusieurs centaines de milliers d'euros.

L'exploitant précise que, malgré une hausse de production de fromages, la consommation en eau diminue régulièrement (par ex : en 2015, le site consommait 328000m³/an, en 2022, le site consomme 260 000m³ d'eau/an).

Durant la sécheresse de l'été 2022, lors de laquelle le bassin versant de la Sélune avait été placé en crise, l'exploitant a, pour répondre à l'objectif de réduction de la consommation en eau de 20%, effectué les actions suivantes :

- l'espacement de certains lavages d'équipements, avec en contre-partie une augmentation des contrôles bactériologiques ;
- l'augmentation de l'utilisation des eaux de vaches ;
- le changement en semaine 37 de l'année 2022 de deux machines à laver (les moules et les réhausse).

Ces différentes actions ont permis globalement de réduire la consommation d'eau du site d'environ 15 à 20%.

L'inspection des installations classées note avec intérêt les actions mises en œuvre sur le site de Ducey.

L'inspection des installations classées demande sous 3 mois :

- un bilan de l'ensemble des actions réalisées ces 3 dernières années sur le site en matière d'économie d'eau pérenne ;
- pour les 50% d'eaux de vaches actuellement non valorisées sur le site, un bilan des potentielles sources de réutilisations de ces eaux,
- en lien avec le point précédent, de se positionner sur l'opportunité de réaliser un audit dans le domaine de la gestion de l'eau par un bureau d'études compétent indépendant.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Lettre du 09/01/2023, article -
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de continuité d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rédaction d'un plan de continuité d'activité avant le 1er juin 2023
Constats : Un échange a eu lieu sur le plan de continuité d'activité (PCA) du site de Ducey transmis en janvier 2023. Après échanges, ce document mériterait d'être étayé par les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- une présentation succincte de l'établissement et du process,- l'évolution des consommations d'eau annuelles ces dernières années sur le site,- un positionnement du site par rapport aux MTD applicables dans le domaine de l'eau (ie la consommation spécifique) ;- une description des actions réalisées ces dernières années en termes d'économie d'eau,- une description des actions à réaliser en cas de réduction progressive de la consommation en eau,- en cas d'arrêt partiel ou total de l'usine, une stratégie pour la gestion du lait (le qui fait quoi entre l'IAA et les agriculteurs, et les modalités envisagées pour la gestion du lait (filiales)). L'inspection des installations classées demande sous 3 mois la transmission d'un PCA révisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2004, article 19.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installation ammoniac
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la quantité d'ammoniac présente dans l'installation, le cas échéant stockée en réserve ainsi que les compléments de charge effectués. Cet état doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Les vannes et les tuyauteries doivent être d'accès facile et leur signalisation conforme aux normes applicables ou à une codification reconnue. Les vannes doivent porter de manière indélébile le sens de leur fermeture.</p> <p>Avant la première mise en service ou à la suite d'un arrêt prolongé du système de réfrigération, après une modification notable au sens de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ou après des travaux de maintenance ayant nécessité un arrêt de longue durée, l'installation complète doit être vérifiée. Cette vérification est à réaliser par une personne ou une entreprise compétente désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées. Cette vérification doit faire l'objet d'un compte-rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées inséré au dossier de sécurité. Les frais occasionnés par ces vérifications sont supportés par l'exploitant.</p> <p>Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point avait été abordé lors de l'inspection du 10 novembre 2021, inspection au cours de laquelle avait été demandée l'étude justifiant l'implantation initiale des capteurs.</p> <p>En retour, l'exploitant avait répondu ne pas disposer de cette étude. Depuis, l'exploitant a fait réaliser cette étude par un organisme indépendant (rapport du 5 avril 2022), qui conclue au fait que 5 capteurs "ammoniac" sont à installer sur le site de Ducey au lieu des 3 capteurs actuellement en place.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que le chiffrage de la prestation était en cours auprès d'un prestataire.</p> <p>L'exploitant a également indiqué que les travaux de mise en conformité seraient réalisés avant la fin de l'année 2023.</p> <p>L'inspection des installations classées demande sous 3 mois les documents (bon de commande signé, planning de réalisation des travaux...) permettant de justifier que l'ensemble des travaux seront réalisés avant la fin de l'année 2023.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet